

## La Burundi accusé de vouloir financer le budget 2018 sur le dos des pauvres

@rib News, 26/09/2017 COMMUNIQUE DE PRESSE N°23 OLUCOME/09/2017 PORTANT SUR L'ANNONCE DE LA PROCHAINE AUGMENTATION DE LA PRESSION FISCALE A OUTRANCE DANS LA LOI BUDGETAIRE DE 2018.

OLUCOME demande au Ministre des finances, du budget et de la privatisation, Monsieur Domitien Ndiwokubwayo de retirer ses propos en rapport avec la politique de son Gouvernement de continuer de sucer le fond des citoyens burundais et lui demande plutôt de proposer l'instauration d'une taxe sur fortune et de rehausser les revenus des hautes autorités de l'Etat burundais.»

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) vient d'apprendre avec regret que le Ministre des Finances, du Budget et de la Privatisation a déclaré, le 22 septembre 2017 en province de Ngozi lors de l'ouverture d'un atelier réunissant les cadres de ce ministère et les services de l'Etat chargés de des ressources du budget, que le budget général de l'Etat de 2017 était financé à hauteur de 70.3% sur des ressources domestiques et qu'il souhaite en 2018 le budget général de l'Etat soit financé à 100% par des ressources de cet atelier de deux jours, ces derniers ont mené des réflexions approfondies sur les mécanismes appropriés de politiques et d'administration fiscale afin de mobiliser davantage des ressources du Budget général de l'Etat exercé en 2018 selon les propos du Ministre Domitien Ndiwokubwayo. Lire l'intégralité du Communiqué

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});